**COMMUNE DE GUERLÉDAN COMPTE RENDU DE LA
REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE
2020**

L'an deux mil vingt, le vingt-quatre septembre à vingt heures trente,

Le conseil municipal légalement convoqué s'est réuni, sous la présidence de M. Hervé LE LU, Maire de Guerlédan, à la salle des fêtes de Mûr-de-Bretagne en raison des contraintes de distanciation physique liées à la crise sanitaire du COVID-19.

Etaient présents : BAGOT Alain - BALAVOINE Jean-Noël – BERTHO Jacqueline - COZ Josette – DABET Mickaël — DELHAYE Benoît – GUILLOUZY Géraldine - JEGO Michel – JEGOU Christelle – JOUANNIC Marie-Noëlle - LE BOUDEC Eric – LE BOUDEC LE BIHAN Françoise — LE BRIS Florent - LE CLEZIO Monique – LE DROGOFF Nathalie - LE DUDAL Jean-François – LE FRESNE Gildas - LE GOFF Joseph – LE LU Hervé –LE POTIER Marie Anne- LORETTE Marianne-VIDELO Julien

Absents ayant donné un pouvoir : LE NAGARD Annabelle donne pouvoir à DABET Mickaël

Absents :

formant la majorité des membres en exercice.

Secrétaire de séance : Géraldine GUILLOUZY

1. Projet éolien Abo Wind : autorisation du Maire à signer la convention d'utilisation des chemins au profit de la société SNC CPENR de Hent Glaz (filiale à 100 % d'ABO Wind SARL) et l'autorisant à conclure des accords au profit de la société ABO Wind sur du foncier privé de la commune

**OBJET : PROJET ÉOLIEN SNC CPENR de HENT GLAZ ABO WIND -
CONVENTION D'UTILISATION DES CHEMINS ET AUTORISATION
A CONCLURE DES ACCORDS FONCIERS**

Rapporteur : M. le Maire

Note explicative de synthèse :

NOTE DE SYNTHÈSE
Parc éolien de Hent Glaz
Convention d'autorisation communale

Conformément à l'article L. 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, la présente note vise à présenter aux élus, l'affaire soumise à délibération qui porte sur une installation mentionnée à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

La SNC CPENR de HENT GLAZ, (filiale à 100% d'ABO Wind SARL), dont le siège se trouve au 2, rue du Libre Echange, CS 95893, 31506 Toulouse CEDEX 5, France, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Toulouse sous le numéro 441 291 432, est représentée par M. Patrick BESSIERE, en qualité de gérant, dûment habilité à cet effet.

Avec quatre agences à Lyon, Nantes, Orléans et Toulouse (siège social), ABO Wind SARL développe des projets éoliens sur tout le territoire français depuis 2002. Soutenue par un groupe solide et indépendant, la société ABO Wind SARL a développé et mis en service 140 éoliennes en France soit 267 MW d'électricité propre. En 2015, la production électrique des parcs mis en service par ABO Wind SARL s'élève à 290 390 000 kWh. Cela correspond à la consommation électrique* annuelle de la ville de Bordeaux (* hors chauffage).

Forte d'une expérience de plus de 20 ans, le groupe ABO Wind est à la pointe de la réalisation de parcs éoliens « clés en main », c'est-à-dire le développement, la construction, l'exploitation, allant jusqu'au démantèlement en fin de vie du parc éolien.

Parce que l'éolien est une énergie de territoire, ABO Wind propose un développement respectueux des enjeux locaux. La concertation se matérialise par le partage de l'information et le soutien des acteurs au niveau local. La possibilité d'implication financière des citoyens ou de leurs représentants permet l'appropriation du parc éolien.

Informations générales

Chronologie d'un projet éolien

Les étapes d'un projet de parc éolien sont les suivantes :

1. prospection et étude de faisabilité technique
2. signature d'accords en vue de sécuriser les parcelles de la zone de projet au moyen de promesses de bail (emphytéose et servitudes)
3. réalisation des études de terrains et d'impact sur le voisinage et l'environnement
4. obtention des autorisations administratives
5. purge des éventuels recours contre ces autorisations
6. signature des baux emphytéotiques lors de la réitération de l'accord devant le notaire et constitution de servitudes nécessaires à la réalisation du projet éolien
7. recherche de financement
8. phase de chantier : construction du parc éolien
9. raccordement du parc éolien au réseau d'électricité
10. exploitation du parc éolien et maintenance périodique
11. démantèlement du parc éolien

Le nombre de ces étapes est important et le succès de chacune commande l'étape d'après. Ces éléments contribuent à la réussite d'un projet éolien.

Aspects contractuels et fonciers

Définition : La convention d'autorisation de surplomb, de passage de véhicules de chantier ou de transport et de passage de câbles est un accord conclu entre la commune et la SNC CPENR de HENT GLAZ, (filiale à 100% d'ABO Wind SARL) pour définir les engagements et responsabilités de chacun s'agissant :

- de l'accès aux engins et aux personnes nécessaires à la construction et à l'exploitation ;
- du câblage, notamment électriques ;
- du surplomb des pales d'éolienne ;

Formation : La convention est formée dès sa signature mais ne prend effet qu'à compter du début du chantier du parc éolien et, en tout état de cause, douze (12) ans au maximum après la date de sa signature. Dans la convention elle-même, la commune donne un droit de passage et de stationnement sur les voies et chemins situés sur son territoire ainsi qu'un droit de surplomb de ces

voies pour permettre la réalisation du parc éolien ainsi qu'un droit de passage de câbles pour permettre le raccordement au réseau au BENEFCIAIRE.

Conséquences : Ces autorisations mettront à la charge de la SNC CPENR de HENT GLAZ, (filiale à 100% d'ABO Wind SARL) l'obligation d'indemniser la commune. Peu importe le type d'autorisations constituées ou leur durée, une indemnité est prévue dans la convention d'autorisation.

Caractéristiques du projet de contrat envisagé

Les modalités d'engagement des parties durant la phase d'études, mais également en cas de réalisation du projet, représentent des aspects indispensables de la convention

PROMETTANT : La COMMUNE, représentée par le conseil municipal de Guerlédan ou représentée par monsieur Hervé LE LU, maire de la commune de Guerlédan dûment habilité à cet effet.

BENEFCIAIRE : SNC CPENR de HENT GLAZ, (filiale à 100% d'ABO Wind SARL), représentée par Monsieur Patrick BESSIERE

Voies, chemins et parcelles concernés par la convention : YB2, YB5, YB9, YC6 ZP1, ZP20, ZP23, ZP35, ZR21 et l'ensemble des voies communales, sises sur la commune de Guerlédan

Indemnités de la convention : une indemnité annuelle de quarante mille cinq cents euros (40 500 €) sera versée à la COMMUNE.

Durée de la convention : dix-huit (18) ans et un jour, renouvelable par périodes de quatre (4) ans, au maximum trois (3) fois, pour une durée maximum de trente (30) ans et un (1) jour.

Pendant toute la durée de la convention, la COMMUNE donne autorisation exclusive au BENEFCIAIRE pour réaliser les études à ses frais, impliquant un libre accès du BENEFCIAIRE ainsi qu'aux entreprises auxquelles ce dernier fait appel pour réaliser les études, aux parcelles de la COMMUNE.

Tous les frais découlant du projet sont à la charge du BENEFCIAIRE.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;
Vu le Code Général des propriétés des personnes publiques ;

Vu la note explicative de synthèse fournie avec la convocation des membres du conseil municipal, conformément à l'article L.2121-12 du CGCT ;

Vu le document d'information précontractuelle fourni aux membres du conseil municipal, conformément au Code de la consommation ;

Vu le projet de convention d'autorisation de survol, de passage de véhicules de chantiers ou de transport et de passage de câbles ;

Vu l'exposé du Maire énonçant que :

- La SNC CPENR de HENT GLAZ, (filiale à 100% d'ABO Wind SARL) envisage l'implantation d'un parc éolien sur un site composé de divers terrains situés sur le territoire de la commune.
- Afin de permettre la réalisation de ce parc éolien, la société ABO Wind Sarl s'est rapprochée de la commune aux fins de conclure une convention d'autorisation de survol, de passage de véhicules de chantier ou de transport et de passage de câbles des chemins dont la commune est propriétaire.
- Cette convention doit autoriser la société SNC CPENR de HENT GLAZ, (filiale à 100% d'ABO Wind SARL), dans l'hypothèse où le parc éolien serait construit, à utiliser les chemins pour accéder au site du parc éolien, à faire passer les câbles nécessaires au raccordement du parc éolien sous la voirie et à survoler les chemins identifiés par la convention.
- Le Maire donne lecture du projet de convention.
- Le projet de convention est annexé à la présente délibération.
- La convention produira ses effets pendant toute la durée de construction, d'exploitation et de démantèlement du parc éolien et ce pour une durée maximale de trente (30) ans et un (1) jour.
- Il est précisé, par ailleurs, qu'à l'achèvement de l'exploitation, la société SNC CPENR de HENT GLAZ, (filiale à 100% d'ABO Wind SARL) s'est engagée à remettre les lieux dans un état conforme à celui qui aura été constaté lors de l'état des lieux entrant, à ses frais et sous sa responsabilité.
- En contrepartie de ce droit consenti à la société, la société ABO Wind Sarl versera à la commune, une redevance annuelle de quarante mille cinq cents euros (40 500 €).

Considérant que la société SNC CPENR de HENT GLAZ, (filiale à 100% d'ABO Wind SARL), 2 rue du Libre Echange à Toulouse, réalise des études de faisabilité d'un projet éolien sur le territoire de la

commune de Guerlédan dans le cadre des orientations gouvernementales en matière de développement des énergies renouvelables.

Considérant que le projet peut constituer un élément positif dans le développement de la commune, notamment l'intérêt qu'il représente en matière de développement local et de ressources potentielles ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **Donne pouvoir** à M. le Maire, ou à son représentant, pour signer la convention d'utilisation des chemins communaux telle que sa présentation en a été faite.
- **Approuve** les modalités de démantèlement envisagées pour le projet éolien ;
- **Donne pouvoir** à M. le Maire pour signer l'avis du propriétaire sur la remise en état du site au moment du démantèlement telle que présentation en a été faite.

2. Commission Communale des Impôt Directs - Liste proposée à la DDFIP 22

OBJET : CCID - LISTE PROPOSÉE A LA DDFIP 22

Rapporteur : *MME Josette COZ, Adjointe au Maire*

Note explicative de synthèse :

La Commission Communale des Impôts Directs (CCID) est à renouveler après chaque élection municipale.

Conformément au 3^{ème} alinéa du 1 de l'article 1650 du Code Général des Impôts, les commissaires doivent remplir les conditions suivantes :

- être âgés de 18 ans au moins ;
- être de nationalité française ou ressortissant d'un Etat de l'Union européenne
- jouir de leurs droits civils ;
- être inscrit aux rôles des impositions directes locales dans la commune (taxe foncière, taxe d'habitation ou cotisation foncière des entreprises) ;
- être familiarisés avec les circonstances locales ;

- posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

Le maire est membre de droit de la CCID.

Sont proposés :

Nom	Prénom	Date de naissance	Adresse	Impositions directes locales
LE NET	Michel	01/02/1941	Route de Kervos Mûr-de-Bretagne 22530 Guerlédan	TH - TF
MADORÉ	Yvonne	15/04/1952	4 rue de la Villeneuve Mûr-de-Bretagne 22530 Guerlédan	TH - TF
OLLIVIER	Louis	27/01/1944	Le Hentmeur Mûr-de-Bretagne 22530 Guerlédan	TH - TF
MOREL née LE DROGOFF	Christiane	18/07/1951	44 bis rue de la Vallée Mûr-de-Bretagne 22530 Guerlédan	TH - TF
COZ née LAVENANT	Josette	13/05/1955	36 Favanic Mûr-de-Bretagne 22530 Guerlédan	TH - TF
LE GOFF	Joseph	23/09/1958	Lotavy Saint-Guen 22530 Guerlédan	TH - TF
LE FRESNE	Gildas	28/06/1969	Carmoise Saint-Guen 22530 Guerlédan	TH - TF
LE RALLE	Marcel	10/10/1939	Kernormand 22530 St-Gilles- Vieux-Marché	TF
BOSCHER	Didier	08/07/1964	7 rue Théodore Botrel Saint-Guen 22530 Guerlédan	TH - TF

VIDELOT	Jean-Louis	07/12/1952	13 Cité de Kerrouail Mûr-de-Bretagne 22530 Guerlédan	TH - TF
JAGLIN	Roger	05/01/1950	1 Lotissement du Coteau Saint-Guen 22530 Guerlédan	TH - TF
COËR	Rolland	24/01/1958	8 Cité des Ajoncs d'or Saint-Guen 22530 Guerlédan	TH - TF
DAVID	Jean-Pierre	21/06/1949	59 rue de l'Argoat Mûr-de-Bretagne 22530 Guerlédan	TH - TF
JÉGO	Michel	18/07/1949	Kerbotin Mûr-de-Bretagne 22530 Guerlédan	TH - TF
SAVÉAN née LE BRIS	Elisabeth	09/08/1976	6 Cité de La Roche Mûr-de-Bretagne 22530 Guerlédan	TH - TF
LE BIHAN	Jean-Pierre	24/01/1966	Kerlandy 4 Le Mareux 22600 St-Caradec	TF

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **Approuve** la liste de commissaires proposés.

3.R.N. 164 : constitution d'une Commission intercommunale d'aménagement foncier - communes de Guerlédan - Caurel - St-Connec - St-Caradec

**OBJET : R.N. 164 - CONSTITUTION D'UNE COMMISSION
INTERCOMMUNALE D'AMENAGEMENT FONCIER**

Rapporteur : M. le Maire

Note explicative de synthèse :

Par lettre du 07/07/20, le Président du Département des Côtes d'Armor a invité à faire procéder par le conseil municipal à l'élection des propriétaires de biens fonciers non bâtis dans la commune, appelés à siéger au sein de la Commission intercommunale d'aménagement foncier susvisée.

L'avis invitant les candidats propriétaires de biens fonciers non bâtis dans la commune, à se faire connaître a été affiché en mairie le 07/09/20, soit plus de 15 jours avant ce jour, et a été inséré dans Le Télégramme, journal du 04/09/20.

S'est porté candidat suppléant le propriétaire ci-après :

-
- M. LE CORRE Pierre, qui jouit de ses droits civils, a atteint sa majorité et, sous réserve des conventions internationales, est de nationalité française ou ressortissant d'un Etat membre de la communauté européenne et possède des biens fonciers non bâtis sur le territoire de la commune en tant que propriétaire.
-

Se portent en outre candidats en séance les conseillers municipaux ci-après :
MME COZ Josette, M. LE GOFF Joseph, qui remplissent, de leur côté, les conditions ci-dessus rappelées pour être éligibles.

Etant donné que ne peuvent être élus par le conseil municipal les candidats déjà désignés par la Chambre d'Agriculture et qui sont : MM. LE FRESNE Gildas, ROBIN Guillaume, LE POTTIER Jean-Yves.

La liste des candidats est ainsi arrêtée :

MME COZ Josette

M. LE GOFF Joseph.

M. LE CORRE Pierre.

Il est alors procédé à l'élection, à bulletins secrets, dans les conditions fixées par l'article L. 2121.21 du CGCT.

Le nombre de votants étant de 23, la majorité requise est de 12 voix.

- Candidats titulaires :
- MME COZ Josette : 19 voix
- M. LE GOFF Joseph : 18 voix
- MM. LE CORRE Pierre et LAVENANT Olivier : 1 voix
- 3 bulletins blancs
-
- Candidat suppléant :

- M. Pierre LE CORRE : 19 voix - 3 bulletins blancs - 1 bulletin nul
-

Ont obtenu au premier tour :

Candidats titulaires :

MME COZ Josette : 19 voix

M. LE GOFF Joseph : 18 voix

Candidat suppléant :

M. LE CORRE Pierre : 19 voix.

MME COZ Josette et M. LE GOFF Joseph sont élus membres titulaires,

M. LE CORRE Pierre est élu membre suppléant.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **Prend acte** de la constitution des représentants de la commune de Guerlédan à la Commission intercommunale d'aménagement foncier.

4. Plan de relance du Conseil Départemental - réponse à appel à projets 1

OBJET : PLAN DE RELANCE DU DEPARTEMENT - REPONSE A APPEL A PROJETS 1

Rapporteur : M. le Maire

Note explicative de synthèse :

Le Département des Côtes d'Armor, dans le cadre de sa politique territoriale, a créé un fonds d'investissement exceptionnel pour les communes afin de réduire l'impact économique de la pandémie de la COVID-19 sur la vie locale. Ce fonds est doté d'une enveloppe de 10 M€ pour la période 2020-2021. Ce fonds est réservé aux projets communaux, d'un montant inférieur à 200 000 € H.T. Il autorisera une subvention pouvant atteindre 50 000 € par projet, avec un taux d'aide modulé selon le montant de l'opération.

Le site de Landroannec connaît une activité touristique croissante. Faute d'équipements adaptés, son potentiel nécessite d'être développé et sécurisé. La commune a récemment investi dans des équipements de loisirs sur ce site.

Le projet comprend l'aménagement d'un parking de 150 places, la sécurisation des accès au site y compris les accès PMR, les voies d'accès pour les secours notamment l'accès des pompiers par bateau pour toutes les interventions sur le lac.

Un nouveau sens de circulation permettra une gestion facilitée de la collecte des déchets. Seront créés des sanitaires publics et un lieu d'accueil pour les sports nautiques ainsi que des places de stationnement réservées aux véhicules attelés venant déposer leurs bateaux.

Trois possibilités d'acquisitions foncières sont à l'étude.

L'opération débutera au 4^{ème} trimestre 2020 et s'achèvera en fin de 1^{er} trimestre 2021.

Le plan de financement est le suivant :

Seules les dépenses d'investissement sont éligibles au fonds d'investissement exceptionnel.

DEPENSES	MONTANT HT	RECETTES	MONTANT HT	%
----------	---------------	----------	---------------	---

Parking 4 200 m2	75 000.00 €	Commune	150 000.00 €	75
Aménagement rond-point	15 000.00 €	Département	50 000.00 €	25
Sanitaires publics et local sports	70 000.00 €			
Mobilier et signalisation	40 000.00 €			
TOTAL	200 000.00 €	TOTAL	200 000.00 €	100

Le Maire, potentiellement concerné à titre privé sur le plan foncier, annonce qu'il ne prendra pas part au vote.

Après en avoir délibéré,

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **Approuve** le projet et le plan de financement proposés.

5. Aménagement de sécurité aux abords du gymnase scolaire et du collège Paul Eluard : demande de subvention au Département

OBJET : AMÉNAGEMENT DE SÉCURITÉ AUX ABORDS DU GYMNASSE SCOLAIRE ET DU COLLEGE Paul ELUARD - DEMANDE DE SUBVENTION AU DÉPARTEMENT

Rapporteur : M. le Maire

Note explicative de synthèse :

Monsieur le Maire expose :

1- Objet de l'opération

Le collège public Paul Eluard a été réhabilité en 2016. Son accès principal a été déplacé du côté du parvis du gymnase scolaire. L'accès aux deux établissements se fait sur un espace public commun.

Des difficultés d'accès à l'établissement scolaire, notamment aux heures d'entrée et de sortie des élèves se posent. De même, la cohabitation cars / voitures des parents d'élèves / piétons est un problème récurrent.

Aujourd'hui, il n'existe pas d'aménagement du stationnement.

La volonté des élus est de réaménager et de sécuriser les abords du gymnase scolaire dont le bâtiment va être réhabilité (début des travaux fin 2020).

L'ADAC a été sollicitée pour :

- Proposer une réflexion en matière de sécurité et de fonctionnalité d'accès au gymnase et au collège ;
- Accompagner la commune dans une éventuelle phase de simulation ;
- Accompagner la commune dans la mise en œuvre opérationnelle des aménagements à réaliser.

2- Contexte

La commune de Guerlédan a la pleine maîtrise foncière nécessitée par le projet.

Le site se situe dans un périmètre de protection d'un monument historique (chapelle Sainte-Suzanne). L'Architecte des Bâtiments de France sera associé au projet.

Un permis d'aménager sera à déposer au titre de la loi CAP ((loi relative à la liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine).

Le collège accueille près de 200 élèves, issus de 18 communes costarmoricaïnes qui représentent 68 % des effectifs. Outre Guerlédan, ces communes sont : Allineuc, Bon-Repos-Sur-Blavet, Caurel, Grâce-Uzel, Hémonstoir, Le Quillio, Merléac, Plélauff, Plouguernevel, Plussulien, Saint-Caradec, Saint-Connec, Saint-Gilles-Vieux-Marché, Saint-Hervé, Saint-Mayeux, Saint-Thélo, Uzel-près-l'Oust.

3- Objectifs poursuivis

- Sécuriser et rendre accessible le parvis pour les piétons ;
- Proposer une offre de stationnement adaptée pour le collège et le gymnase ;
- Proposer un arrêt pour les cars scolaires à proximité de l'accès au collège ;
- Pas de réaménagement de la rue des Écoles (ancien accès principal du collège).

4- Calendrier prévisionnel de réalisation

1^{er} semestre 2022

5- Estimation financière H.T. des travaux

Réaménagement de voiries existantes (parvis revêtus + intersection rue Ste-Suzanne) 1 500 m ²	120 000 € Aménagement de rue en enrobé noir avec bordures béton / quai bus / trottoirs / stationnement / matériaux différenciés selon usages / îlots paysagers / accessibilité PMR / mobilier spécifique (abris vélo – abri bus)
Création de voirie (autour du gymnase et espaces enherbés existants) 2 800 m ²	280 000 € Terrassement / remblaiement / soutènement / empierrement / aménagement de rue en enrobé noir avec bordures béton / quai bus / stationnement / matériaux différenciés selon usages / îlots paysagers / accessibilité PMR
Total	400 000 €

Non compris :

- Coût extension de réseaux pluvial et d'éclairage public
- Coût études de maîtrise d'œuvre : de 30 000 € à 40 000 € H.T.

6- Plan de financement prévisionnel

DEPENSES H.T.		RECETTES		
Travaux	400 000.00 €	Département	200 000.00 €	45.46 %
Honoraires M.O.	40 000.00 €	Autofinancement	240 000.00 €	54.54 %
TOTAL	440 000.00 €		440 000.00 €	100 %

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **Approuve** le projet d'aménagement de sécurité aux abords du gymnase communal et du collège public Paul Eluard.
- **Valide** le plan de financement prévisionnel proposé.
- **Valide** le calendrier prévisionnel des travaux.
- **Sollicite** le concours financier du Département.
- **Mandate** le Maire pour toutes démarches utiles à l'aboutissement du projet présenté.

6. Service d'alimentation en eau potable : approbation du rapport annuel 2019 sur le prix et la qualité du service

**OBJET : SERVICE D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE -
APPROBATION DU RAPPORT ANNUEL 2019 SUR LE PRIX ET LA
QUALITÉ DU SERVICE**

Rapporteur : M. le Maire

Note explicative de synthèse :

Le CGCT impose, par son article L. 2224-5, la réalisation d'un rapport annuel sur le prix et la qualité du service d'eau potable.

Ce rapport doit être présenté à l'assemblée délibérante dans les 9 mois suivant la clôture de l'exercice concerné et faire l'objet d'une délibération.

Le SDAEP 22 a rédigé un projet de rapport avec l'aide des services.

Ce rapport est public et permet d'informer les usagers du service.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **Adopte** le rapport sur le prix et la qualité du service public d'eau potable de la commune de Guerlédan. Ce dernier sera transmis aux services préfectoraux en même temps que la présente délibération.

7. Adoption du règlement intérieur du restaurant scolaire

OBJET : ADOPTION DU REGLEMENT INTÉRIEUR DU RESTAURANT SCOLAIRE

Rapporteur : M. Jean-Noël BALAVOINE, Adjoint au Maire

Note explicative de synthèse :

Le dernier règlement intérieur du restaurant scolaire remonte à la rentrée 2016-2017.

Un règlement actualisé est proposé :

« INTRODUCTION

Le service de Restauration Scolaire est un service facultatif que la ville de Guerlédan propose aux familles dont les enfants sont scolarisés dans les écoles maternelles et élémentaires de la commune. Il permet, au-delà de la fourniture du repas, d'assurer un accueil des enfants durant les 01h30 mn d'interclasse, et de garantir une qualité nutritionnelle des repas servis.

I - L'ORGANISATION DE LA RESTAURATION

Les repas sont fabriqués en cuisine sur place par du personnel communal qualifié.

II - LES CONDITIONS D'ACCES A LA RESTAURATION SCOLAIRE

La ville de Guerlédan s'engage à accueillir tous les enfants scolarisés dont les familles le souhaitent à la restauration scolaire, dans la limite des capacités d'accueil disponibles. C'est pourquoi, afin de pouvoir assurer le bon fonctionnement du service lorsque les capacités d'accueil sont atteintes, est instauré un ordre de priorité dans l'inscription à la restauration.

Lorsque le restaurant scolaire permet d'accueillir tous les enfants qui le demandent, cet ordre de priorité n'a aucune conséquence.

III - L'INSCRIPTION AU RESTAURANT

A - La demande d'inscription

Elle est remise aux familles par le service restaurant scolaire par l'intermédiaire des écoles en fin d'année scolaire précédant la nouvelle période. Elle est également disponible en mairie et sur le site internet www.mairieguerledan.bzh (page d'accueil – portail famille – Restaurant scolaire) ou (page d'accueil – onglet « Mon quotidien » - « Enfance Jeunesse » - « Restaurant scolaire »)

Cette demande d'inscription est à remettre dûment complétée et signée (avant le 25 août pour la rentrée de septembre) à la mairie de Guerlédan. Par la signature de ce document, le ou les parents déclarent accepter les termes du présent règlement. Sans signature, la demande d'inscription au restaurant n'est pas prise en compte.

Pour les enfants nouvellement scolarisés, cette demande d'inscription est à rendre dans les premiers jours de l'accueil à l'école.

B – Elèves des classes maternelles

- L'inscription précisant les jours de présence de l'enfant n'est pas nécessaire.
- L'inscription se fait à la journée. L'enfant doit être inscrit le matin avant 9 heures pour le repas du midi (en l'indiquant aux institutrices).
- La facturation est établie selon le nombre de repas effectivement pris.
- Le prix du repas est le tarif "normal" fixé par le Conseil Municipal.

C – Elèves des classes élémentaires

Les inscriptions sont à faire lors de l'adhésion. Elle reste valable pour toute l'année.

Lorsqu'un enfant fréquente le Restaurant Scolaire seulement certains jours de la semaine ou quelques mois dans l'année, cette indication doit être portée sur la fiche d'inscription remplie en début d'année. Tout changement durant l'année doit être signalé en mairie 15 jours à l'avance.

D - Inscription à l'année

L'inscription se fait à l'année mais il est possible d'inscrire un enfant seulement un jour ou plusieurs jours par semaine pour toute l'année scolaire (cette mention devant être portée sur la fiche d'inscription. Exemple : tous les mardis de l'année).

- Il est demandé aux parents **de noter le nom de l'enfant** sur sa serviette et **d'y coudre un élastique** pour que l'enfant garde celle-ci autour du cou (épingles de sûreté refusées)
- Les absences sont contrôlées.
- Le prix du repas est le tarif "normal" fixé par le Conseil Municipal, pour l'année scolaire en cours.

E - Inscription à titre exceptionnel

Il sera possible d'inscrire un enfant exceptionnellement une journée. Pour cela, il faut prévenir avant 9 heures pour le repas du midi en appelant au Restaurant Scolaire - **Tél : 02.96.25.11.34.**

Le prix appliqué pour les repas est le tarif "exceptionnel" fixé par le Conseil Municipal.

Attention : Le calendrier scolaire prévoit qu'il y ait parfois classe le mercredi. Dans ce cas, les enfants doivent être inscrits en début d'année. Les repas des enfants qui ne seraient pas inscrits pour ce jour-là seront facturés au tarif "exceptionnel" arrêté chaque année par le Conseil Municipal

IV - LES MENUS

A - Les menus classiques

Les repas sont constitués d'un hors-d'œuvre, un plat protidique (viande, poisson ou œuf) et son accompagnement (légume vert ou féculent) et un dessert.

B – Menus différenciés

Les allergies

La commune de Guerlédan peut accueillir dans son restaurant scolaire des enfants soumis à un régime particulier pour raison médicale (exemple : allergies alimentaires).

Les parents doivent indiquer dans le formulaire de demande d'inscription au restaurant scolaire si leur enfant suit un régime alimentaire. Si tel est le cas, un certificat médical établi par le médecin traitant sera demandé.

C - Le service

Pour des raisons pédagogiques d'éducation au goût et d'équilibre alimentaire, les enfants sont invités à goûter chaque plat. C'est pourquoi le personnel a pour consigne d'inciter les enfants à goûter de tout sans pour autant les obliger.

D - L'affichage

Les menus sont affichés à l'entrée de chaque école et du restaurant scolaire ainsi que sur le site internet de la commune.

V - LES ABSENCES

Il est demandé de signaler au plus tôt au service restaurant scolaire en mairie toute absence et au plus tard deux jours d'école avant celle-ci (le jeudi pour les repas décommandés du lundi suivant et le lundi pour les repas décommandés du jeudi suivant...).

Tout repas non décommandé dans ce délai sera facturé quel que soit le motif de l'absence.

Seules les absences pour raison médicale (avec certificat médical à l'appui) seront acceptées la veille.

Primaires : Toute absence devra être signalée directement au Restaurant Scolaire.

- Le **premier jour** d'absence est **facturé**, quel que soit le motif.

- **A partir du deuxième jour** : Les repas ne sont pas comptabilisés **sous réserve de présentation d'un certificat médical (à remettre en mairie au plus vite)**. Faute de certificat médical, **les journées d'absence seront facturées**.

VI - LA TARIFICATION ET LE PAIEMENT DES FACTURES

A - Les tarifs

Ils sont fixés par année scolaire par délibération du conseil municipal.

<u>Tarifs 2020-2021</u> :	Inscription à l'année :	3,24 €
	Repas exceptionnel :	4,10 €

En ce qui concerne les tarifs relatifs à l'accueil des enfants avec une exclusion de certains plats, il n'y a pas de réduction financière.

B - Le paiement des factures

Les factures, éditées par le service restaurant scolaire en mairie, sont mensuelles. Elles sont adressées aux familles autour du 15 du mois suivant. La date d'échéance du règlement est indiquée sur la facture (environ vers le 30 ou 31 du mois suivant).

Le règlement peut se faire par :

- Paiement en ligne – Accès direct sur le site de la commune : www.mairieguerledan.bzh
« page d'accueil – Démarches en ligne – Paiement de la facture restaurant scolaire »
- Chèques à l'ordre du « Trésor Public ».
- Espèces, à remettre en main propre à la trésorerie de Rostrenen, 6 rue Joseph Pennec 22110 ROSTRENEN en contrepartie d'un reçu.
- Prélèvement automatique. La demande est à faire en mairie. Le prélèvement s'opère vers le 30 du mois suivant la fréquentation.

VII - LES MANQUEMENTS AU REGLEMENT

A - Non-paiement

En cas de non-paiement dans les délais prévus et à défaut de règlement dans les délais après la lettre de relance émise par le trésor public l'enfant sera exclu du restaurant scolaire et les créances feront alors l'objet d'une procédure de recouvrement forcé par Monsieur le Receveur des Finances.

B - Indiscipline

Durant l'interclasse, les enfants sont encadrés par du personnel municipal. Les enfants se doivent de rester courtois à l'égard du personnel qui s'efforce de faire du temps du repas un moment éducatif privilégié.

Les familles dont les enfants, malgré les observations faites, ne se conformeraient pas à la discipline du restaurant, seront contactées par le service et pourront recevoir un avertissement de sa part. Sans amélioration de la conduite et après notification écrite aux parents, l'enfant pourra être exclu temporairement du service de restauration.

En cas de récidive ou en cas de faute grave mettant en danger la sécurité des enfants ou des personnels, l'enfant pourra être exclu du service de restauration.

C - Accès dans les locaux du restaurant scolaire

Pour éviter de perturber le fonctionnement du service, l'accès des personnes étrangères à celui-ci ne pourra se faire sans autorisation préalable.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **Adopte** le règlement scolaire intérieur tel que présenté.

8. Détermination de la durée d'amortissement des frais d'étude et d'insertion non suivis de réalisation

OBJET : DÉTERMINATION DE LA DURÉE D'AMORTISSEMENT DES FRAIS D'ÉTUDE ET D'INSERTION NON SUIVIS DE RÉALISATION

Rapporteur : M. le Maire

Note explicative de synthèse :

L'instruction budgétaire et comptable M14 prévoit que, dès qu'il est constaté que les frais d'étude et les frais d'insertion ne seront pas suivis de réalisation, les frais correspondants sont amortis sur une période qui ne peut dépasser cinq ans : le compte 6811 « Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles » est débité par le crédit des comptes 28031 « Frais d'études » et 208033 « Frais d'insertion ».

- Vu le CGCT ;
- Vu l'instruction budgétaire et comptable M14 ;
- Considérant qu'une durée d'amortissement doit être déterminée pour les études et insertions non suivies de réalisation,

Il est proposé au conseil municipal de fixer à un an la durée d'amortissement des études et insertions non suivies de réalisation.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **Fixe** à un an la durée d'amortissement des études et insertions non suivies de réalisation.

9. Budget général : amortissements - décision modificative n° 1-2020

OBJET : AMORTISSEMENTS - BUDGET GENERAL - D.M. N° 1-2020

Rapporteur : *M. le Maire*

Note explicative de synthèse :

Afin de procéder à la réintégration et à l'amortissement des frais d'études, la décision modificative suivante est proposée :

22158	CN de GUERLEDAN	DM n°1 2020
Code INSEE	Budget Communal 990 00	

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal OPERATIONS D'ORDRE - AMORTISSEMENTS

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-023 : Virement à la section d'investissement	40 883,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 023 : Virement à la section d'investissement	40 883,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-6811 : Dotations aux amort. des immos incorporelles et corporelles	0,00 €	40 883,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 042 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00 €	40 883,00 €	0,00 €	0,00 €
Total FONCTIONNEMENT	40 883,00 €	40 883,00 €	0,00 €	0,00 €
INVESTISSEMENT				
R-021 : Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	40 883,00 €	0,00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonctionnement	0,00 €	0,00 €	40 883,00 €	0,00 €
R-2031 : Frais d'études	0,00 €	0,00 €	0,00 €	40 883,00 €
TOTAL R 040 : Opérations d'ordre de transfert entre sections	0,00 €	0,00 €	0,00 €	40 883,00 €
D-2313 : Constructions	0,00 €	51 599,00 €	0,00 €	0,00 €
D-2315 : Installations, matériel et outillage techniques	0,00 €	25 352,00 €	0,00 €	0,00 €
R-2031 : Frais d'études	0,00 €	0,00 €	0,00 €	73 784,00 €
R-2033 : Frais d'insertion	0,00 €	0,00 €	0,00 €	3 167,00 €
TOTAL 041 : Opérations patrimoniales	0,00 €	76 951,00 €	0,00 €	76 951,00 €
Total INVESTISSEMENT	0,00 €	76 951,00 €	40 883,00 €	117 834,00 €
Total Général		76 951,00 €		76 951,00 €

Après en avoir délibéré, à la majorité (abstentions de MMES LE CLEZIO, LE BOUDEC-LE BIHAN, M. JEGO),

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **Approuve** la D.M. N° 1-2020 proposée.

10. Budget Restaurant scolaire : admissions en non-valeur

OBJET : BUDGET RESTAURANT SCOLAIRE - ADMISSIONS EN NON-VALEUR
--

Rapporteur : M. le Maire

Note explicative de synthèse :

Monsieur le Maire expose deux situations d'impayés de cantine :

- une redevable (DUPONT Angélique) a bénéficié d'une ordonnance de rétablissement personnel sans liquidation judiciaire le 27/09/2017, ce que La Trésorerie de Corlay-Mûr ignorait puisque la débitrice n'avait pas encore de dette de cantine lors du dépôt du dossier à la Banque de France le 21/09/2016 et n'a donc pas signalé Corlay-Mûr comme créancier à la BdF.

A la date du jugement, le 27/09/2017, la dette s'élevait à 454,54 €, montant qui doit faire l'objet d'un effacement.

Un mandat ordinaire de 454.54 € sera émis au compte 6542.

- une redevable (CHAPEL Agathe) voit sa dette de 116.90 € admis en non-valeur, le titre ayant été émis à l'encontre d'une mineure. De plus, les recherches dans les fichiers fiscaux sont infructueuses.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **Valide** les admissions en non-valeur proposées.

11. Budget « Restaurant scolaire » : admissions en non-valeur - décision modificative n° 1-2020

OBJET : BUDGET RESTAURANT SCOLAIRE - D.M. N° 1-2020

Rapporteur : *M. le Maire*

Note explicative de synthèse :

Afin de procéder aux admissions en non-valeur proposées par le Trésorier, la décision modificative suivante est proposée :

22158 Code INSEE	CN de GUERLEDAN BUDGET RESTAURANT SCOLAIRE 992 00	DM n°1 2020
---------------------	--	-------------

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU Conseil Municipal

ADMISSIONS EN NON-VALEUR

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-6541 : Créances admises en non-valeur	20,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	20,00 €	0,00 €	0,00 €	0,00 €
D-673 : Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00 €	20,00 €	0,00 €	0,00 €
TOTAL D 67 : Charges exceptionnelles	0,00 €	20,00 €	0,00 €	0,00 €
Total FONCTIONNEMENT	20,00 €	20,00 €	0,00 €	0,00 €
Total Général		0,00 €		0,00 €

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **Approuve** la D.M. N° 1-2020 proposée.

11. Commissions thématiques de LCBC : désignation des représentants communaux

**OBJET : LOUDEAC COMMUNAUTE BRETAGNE CENTRE -
DESIGNATION DES REPRESENTANTS COMMUNAUX DANS LES
COMMISSIONS THEMATIQUES**

Rapporteur : M. le Maire

Note explicative de synthèse :

Loudéac Communauté Bretagne Centre a mis en place des commissions thématiques pour lesquelles les communes sont invitées à désigner deux titulaires.

M. le Maire fait part des candidatures reçues :

Désignation des membres aux Commissions de Loudéac Communauté et des référents du CIAS

Intitulé de la commission	Membres titulaires	Membres titulaires
Finances	Eric LE BOUDEC	Mickaël DABET
Economie et Emploi	Eric LE BOUDEC	Jacqueline BERTHO
Tourisme	Julien VIDELO	Josette COZ
Action sociale – Santé et Mobilités :	Marie-Anne LE POTIER	Jean-Noël BALAVOINE
• Référent petite-enfance-enfance-jeunesse	Jean-Noël BALAVOINE	Géraldine GUILLOUZY
• Référent service à la personne (transport à la demande, portage de repas-services d'aide et de soins à domicile...)	Marie-Anne LE POTIER	Jacqueline BERTHO
• Référent logement social	Marianne LORETTE	Annabelle LE NAGARD
Urbanisme – Habitat	Josette COZ	Jean-François LE DUDAL
Eau - Assainissement	Jean-François LE DUDAL	Joseph LE GOFF
Collecte, Gestion et Valorisation économique et environnementale des déchets	Mickaël DABET	Alain BAGOT
Agriculture et environnement	Julien VIDELO	Gildas LE FRESNE
Energies et développement durable	Gildas LE FRESNE	Julien VIDELO
Attractivité territoriale	Mickaël DABET	Benoît DELHAYE
Sports et équipements sportifs d'intérêt communautaire	A pourvoir	Annabelle LE NAGARD
Culture	Hervé LE LU	Marianne LORETTE
Communication	Géraldine GUILLOUZY	Nathalie LE DROGOFF

Après en avoir délibéré,

Les commissions Finances, Economie et emploi, Action sociale - santé et mobilités, Eau-Assainissement, Collecte / gestion - valorisation économique et environnementale des déchets, Agriculture et environnement, Energies et développement durable, Culture, Communication sont validées à l'unanimité. La commission « Urbanisme - Habitat » est validée unanimement exceptée l'abstention de Monique LE CLEZIO.

Un poste reste à pourvoir à la commission « Sports et équipements sportifs d'intérêt communautaire ». M. le Maire fait appel aux candidatures : Jean-Noël BALAVOINE se porte finalement candidat et est désigné à l'unanimité.

Trois candidats se déclarent pour la commission « Attractivité territoriale » : Mickaël DABET, Benoît DELHAYE, Monique LE CLEZIO. Le vote est le suivant : Mickaël DABET obtient 19 voix, Benoît DELHAYE 18 voix, Monique LE CLEZIO 4 voix.

Trois candidats se déclarent pour la commission « Tourisme » : Julien VIDÉLO, Josette COZ, Monique LE CLEZIO. Le vote est le suivant : Julien VIDÉLO obtient 22 voix (lui-même s'abstient), Josette COZ 19 voix (abstentions de Monique LE CLEZIO, Michel JEGO, Françoise LE BOUDEC-LE BIHAN, Florent LE BRIS), Monique LE CLEZIO 4 voix.

Désignation des membres aux Commissions de Loudéac Communauté et des référents du CIAS

Intitulé de la commission	Membres titulaires	Membres titulaires
Finances	Eric LE BOUDEC	Mickaël DABET
Economie et Emploi	Eric LE BOUDEC	Jacqueline BERTHO
Tourisme	Julien VIDÉLO	Josette COZ
Action sociale – Santé et Mobilités :	Marie-Anne LE POTIER	Jean-Noël BALAVOINE
• Référent petite-enfance-enfance-jeunesse	Jean-Noël BALAVOINE	Géraldine GUILLOUZY
• Référent service à la personne (transport à la demande, portage de repas-services d'aide et de soins à domicile...)	Marie-Anne LE POTIER	Jacqueline BERTHO
• Référent logement social	Marianne LORETTE	Annabelle LE NAGARD
Urbanisme – Habitat	Josette COZ	Jean-François LE DUDAL
Eau - Assainissement	Jean-François LE DUDAL	Joseph LE GOFF
Collecte, Gestion et Valorisation économique et environnementale des déchets	Mickaël DABET	Alain BAGOT
Agriculture et environnement	Julien VIDÉLO	Gildas LE FRESNE

Energies et développement durable	Gildas LE FRESNE	Julien VIDELO
Attractivité territoriale	Mickaël DABET	Benoît DELHAYE
Sports et équipements sportifs d'intérêt communautaire	Jean-Noël BALAVOINE	Annabelle LE NAGARD
Culture	Hervé LE LU	Marianne LORETTE
Communication	Géraldine GUILLOUZY	Nathalie LE DROGOFF

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **Approuve** les désignations ci-dessus proposées.

12. Dispositif « Argent de poche »

OBJET : DISPOSITIF « ARGENT DE POCHE »

Rapporteur : Madame Josette COZ, Adjointe au Maire

Note explicative de synthèse :

La mise en place du dispositif *Argent de poche* a un intérêt pédagogique et éducatif. Il permet aux jeunes de s'investir sur leur territoire, de découvrir le monde du travail et de pouvoir également démontrer leur implication dans le travail.

Quelques mots sur ce dispositif :

- Les missions *Argent de poche* ont lieu pendant les vacances scolaires ;
- Les jeunes participants ont entre 16 et 17 ans ;
- Chacune des missions dure 3 h 30 dont 30 minutes de pause ;
- Sur chaque période, un minimum de 2 et un maximum de 5 missions sont à réaliser (à déterminer selon le nombre de participants) ;
- La rémunération pour les participants est de 15 € par mission en espèces ;
- Un élu ou un employé communal doit être présent, il est ainsi le référent du jeune ;
- Un contrat est passé entre la commune et les participants ;
- Il n'y a pas de déclaration URSSAF à effectuer car les missions proposées ne sont pas considérées comme du travail.

MISSION ARGENT DE POCHE

Livret de présentation

- *Le dossier d'inscription ci-joint doit être retourné complété et accompagné des pièces justificatives demandées de préférence 8 jours avant le début de la mission à :*
Mairie de Guerlédan
2 rue Sainte Suzanne
Mûr-de-Bretagne
22530 Guerlédan
- Informations complémentaires :
- *Tout dossier incomplet ne sera pas enregistré.*
- Pour tout renseignement :

LIVRET DE PRESENTATION A CONSERVER

- **Mission Argent de Poche 2020** fonctionnera du 19 au 23 octobre 2020.
- Le projet permet aux jeunes de 16/17 ans habitant la commune de Guerlédan d'effectuer des missions au sein des services communaux en contrepartie d'une indemnisation de 15 € par $\frac{1}{2}$ journée (3 h 30 dont 30 mn de pause).
- Les missions sont réalisées avec un agent ou un élu. Un maximum de 5 missions pourra être réalisé en fonction du nombre de jeunes.
- Exemples de missions possibles : entretien des espaces verts, arrosage, inventaire en bibliothèque, aide au déjeuner dans un accueil de loisirs, nettoyage de jeux dans les accueils périscolaires...
- Une charte d'engagement sera signée à la mairie entre le jeune et le Maire. Vous la trouverez pour lecture dans ce livret.
 - L'attribution se fera en fonction de différents critères comme par exemple :
 - l'ordre d'arrivée des inscriptions
 - la mobilité des jeunes
 - le projet professionnel éventuel
 - les compétences particulières
 - les incapacités médicales pour certaines tâches...

Afin de répartir au mieux les missions, la mairie de Guerlédan vous demande donc de bien vouloir compléter le questionnaire joint au dossier d'inscription.

- **Modèle de charte à conserver.**

Cette charte est un engagement de votre part, mais également de l'élu(e) et/ou de l'agent en charge d'une mission Argent de Poche. Elle vise à observer certaines règles dans l'exercice des tâches qui vous sont confiées. Lisez-la attentivement.

- **Concernant la périodicité de l'activité**

- ✓ L'activité "Mission Argent de Poche" se déroule pendant les vacances scolaires sur un temps de 3H30 comprenant une pause d'1/2 heure.

- ✓ Chaque année, un minimum de 2 missions pourra être réalisé avec un maximum de 5 en fonction du nombre de jeunes.

- **Concernant la ponctualité**

- ✓ J'arrive à l'heure précise au point de rendez-vous. Toute personne arrivant après le démarrage de la mission ne sera pas acceptée à y participer.

- ✓ Je m'engage à participer aux missions sur la totalité du temps d'activité et de ce fait à ne pas quitter le lieu de la mission avant l'horaire prévu, y compris pendant le temps de pause.

- ✓ En cas d'indisponibilité, j'avertis la mairie au 02 96 28 51 32 ou par mail accueil@mairieguerledan.bzh 48h avant le début de la mission.

- **Concernant la réalisation des missions**

- ✓ *Les missions qui me sont confiées peuvent être salissantes. De ce fait, il est de ma responsabilité de me présenter avec des vêtements adaptés à la nature des missions qui me sont confiées.*

- ✓ *De même, pour des raisons de sécurité et d'hygiène, il est conseillé d'ôter les bijoux.*

- ✓ *Etant indemnisé(e) pour une tâche à laquelle je dois pouvoir me consacrer pleinement pendant toute sa durée, l'usage des téléphones portables est strictement interdit durant les missions (travaux + pause). En conséquence, les téléphones portables devront à minima être placés sur silencieux.*

✓ *En fonction des besoins des services et de la météo, les missions auxquelles je suis affecté(e) pourront être modifiées, reportées voire annulées.*

- **Concernant la qualité des tâches effectuées et le comportement pendant les chantiers**
 - ✓ Je m'engage à réaliser correctement les missions qui me sont confiées.
 - ✓ Je respecte et j'applique les consignes qui me sont données par les encadrants.
 - ✓ Je reste poli avec mon entourage, c'est-à-dire avec les encadrants, les résidents des habitations près desquelles les missions se déroulent mais également envers les autres participants.
 - ✓ Durant les missions, je ne gêne pas les résidents des habitations auprès desquelles j'interviens.
 - ✓ Je prends soin du matériel qu'on me confie. Si nécessaire, je lave et range le matériel à l'issue des missions.

- **Sanctions appliquées pour non-respect d'un des points énoncés ci-dessous**
 - ✓ Exclusion temporaire ou définitive de *Mission Argent de Poche*.
 - ✓ Non-indemnisation de la mission pour laquelle les consignes n'ont pas été respectées ou durant laquelle votre comportement n'a pas été jugé satisfaisant par les encadrants.

- **Indemnisation**
 - ✓ Toute réalisation satisfaisante d'une mission entraîne le versement d'une indemnité. Cette indemnité est fixée à 15 € par mission (durée : 3 h 30).
 - ✓ Le versement se fera à la mairie, sur rendez-vous.

J'atteste avoir pris connaissance de la présente charte d'engagement et je m'engage à la respecter sous peine d'application des sanctions qui y sont énoncées.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **Adopte** le dispositif « Argent de poche » présenté.
- **Dit** qu'il sera applicable aux vacances scolaires de La Toussaint 2020 et qu'il pourra être renouvelé pendant les futurs congés scolaires sauf ceux de Noël.

13. Personnel communal : modification du tableau des effectifs

**OBJET : PERSONNEL COMMUNAL - MODIFICATION DU TABLEAU
DES EFFECTIFS AU 24/09/20**

Rapporteur : M. Jean-François LE DUDAL, Adjoint au Maire

Note explicative de synthèse :

Les créations de postes suivantes sont proposées :

Poste d'Adjoint d'animation

DHS : 35 heures

Agent concerné : LE LUC Laurène, en remplacement de Murielle LE MAUX radiée des cadres en retraite pour invalidité

Date de création : 1^{er} octobre 2020

Poste d'Adjoint technique

DHS : 24 heures

Agent concerné : GODARD Christophe

Date de création : 1^{er} octobre 2020

COMMUNE DE GUERLEDAN
TABLEAU DES EFFECTIFS
CONSEIL MUNICIPAL DU 24 SEPTEMBRE 2020

Grade	Temps de travail	NOM - Prénom
Filière Administrative		
Attaché principal	TC – 35 H	POURVU
Rédacteur principal 1 ^{ère} Classe	TC – 35 H	POURVU
Rédacteur principal 1 ^{ère} Classe	TC – 35 H	POURVU
Adj. Administratif Principal 1 ^{ère} classe	TC – 35 H	POURVU
Adj. Administratif Principal 2 ^{ème} classe	TC – 35 H	NON POURVU
Adjoint Administratif	TC – 35 H	NON POURVU
Adjoint Administratif	TC – 35 H	NON POURVU
Adjoint administratif	TNC – 28 H	POURVU
Adjoint Administratif	TNC – 15 H 00	POURVU
Filière Technique		
Technicien principal 2 ^{ème} classe	TC – 35 H	NON POURVU
Technicien	TC – 35 H	POURVU
Technicien	TC – 35 H	NON POURVU
Agent de Maîtrise Principal	TC – 35 H	NON POURVU
Agent de Maîtrise Principal	TC – 35 H	POURVU
Agent de Maîtrise Principal	TC – 35 H	NON POURVU
Agent de Maîtrise Principal	TC – 35 H	NON POURVU
Agent de Maîtrise	TC – 35 H	POURVU
Agent de Maîtrise	TC – 35 H	POURVU
Agent de Maîtrise	TC – 35 H	POURVU
Agent de Maîtrise	T.N.C. – 25.40 Heures	POURVU
Adjoint Technique principal 1 ^{ère} classe	T.C - 35 H	NON POURVU
Adjoint Technique principal 1 ^{ère} classe	TC – 35 H	NON POURVU
Adjoint Technique principal 1 ^{ère} classe	TC – 35 H	NON POURVU
Adjoint Technique principal 1 ^{ère} classe	TC – 35 H	POURVU
Adjoint Technique principal 2 ^{ème} classe	TC – 35 H	NON POURVU
Adjoint Technique principal 2 ^{ème} classe	TC – 35 H	POURVU
Adjoint Technique principal 2 ^{ème} classe	TC – 35 H	NON POURVU
Adjoint Technique principal 2 ^{ème} classe	TC – 35 H	POURVU
Adjoint Technique principal 2 ^{ème} classe	TC – 35 H	NON POURVU
Adjoint Technique principal 2 ^{ème} classe	T.C – 34.17 Heures	NON POURVU
Adjoint technique	TC – 35 H	POURVU
Adjoint Technique	TNC - 25.40 H	NON POURVU
Adjoint Technique	TC – 35 H	POURVU
Adjoint Technique	TC – 35 H	POURVU
Adjoint Technique	TNC - 32,33 H	POURVU
Adjoint Technique	TNC – 5 H 00	POURVU
Adjoint Technique	TNC – 24 Heures	Poste créé à compter du 1^{er} Octobre 2020
Adjoint Technique	7 H 00	NON POURVU
Filière Secteur Social		

Agent territorial spécialisé Ecole maternelle Principal 1ère classe	TC – 35 H	NON POURVU
Agent spécialisé Ecole maternelle	TC – 35 H	NON POURVU
Filière Culturelle		
Adjoint du patrimoine principal 1ère classe	TNC – 32 H	POURVU
Adjoint du patrimoine principal 2ème classe	TNC – 28 H	POURVU
Filière Animation		
Animateur principal 2ème classe	TC – 35 H	POURVU
Animateur	TC – 35 H	NON POURVU (à supprimer en fin d'année 2020/avancement de grade)
Adjoint d'animation principal 1ère classe	TC – 35 H	NON POURVU
Adjoint d'animation principal 2ème classe	TNC – 17 H 30	POURVU
Adjoint d'animation principal 2ème classe	TNC – 31 H 30	POURVU
Adjoint d'animation principal 2ème classe	TNC – 28 H 00	POURVU
Adjoint d'animation	TC – 35 Heures	Poste créé à compter du 1er Octobre 2020
Adjoint d'animation	TNC – 3.18 Heures	NON POURVU
POSTES NON PERMANENTS		
Contrat d'apprentissage aux Services techniques du 1er Septembre 2019 au 31 Août 2021 inclus	TC – 35 H	POURVU
<p>Contrat PARCOURS EMPLOI COMPETENCE (Contrat CDD aidé)</p> <p><u>Emploi</u> : Agent polyvalent en charge de l'entretien des espaces publics</p> <p><u>Grade</u> : Adjoint technique à compter du 1er Octobre 2019 renouvelable chaque année pour 5 ans (à supprimer au 1er/10/2020)</p>	TNC – 24 H	POURVU
<p>Accroissement temporaire d'activité</p> <p>2 ANIMATEURS</p> <p>Emplois</p> <p>Animateur breveté</p> <p>ou</p> <p>Animateur non breveté</p> <p>Grades :</p> <p>Adjoint d'animation principal de 2ème classe</p> <p>ou Adjoint d'Animation</p> <p>le mercredi pendant la période scolaire et durant les petites vacances scolaires à l'ALSH du 18 Septembre 2019 au 17 Mars 2021 (18 mois maximum)</p> <p><u>Indices</u> : Animateur breveté Indice brut : 381 – Indice majoré : 351</p>	6 Heures ou 10 Heures par journée selon besoins	NON POURVU

Indices : Animateur non breveté Indice brut : 348 – Indice majoré : 326		
<p align="center">Accroissement temporaire d'activité à compter du 12 Novembre 2019 pour une période d'un an</p> <p align="center"><u>Emploi :</u> Agent des espaces verts et agent polyvalent aux Services Techniques</p> <p align="center"><u>Grade :</u> Adjoint technique</p> <p>Indices : Adjoint technique Indice brut : 350 – Indice majoré : 327</p>	T.C. – 35 H	POURVU

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **Adopte** le tableau des effectifs arrêté à la date du 24/09/2020.

**14. Personnel communal : CET - actualisation de la délibération
n° 2018-22**

**OBJET : PERSONNEL COMMUNAL - CET - ACTUALISATION DE LA
DELIBERATION N° 2018-22**

Rapporteur : M. Jean-François LE DUDAL, Adjoint au Maire
Note explicative de synthèse :

La commune de Guerlédan a institué le Compte Epargne Temps (CET) par délibération du 22/03/2018.

Le dispositif adopté nécessite des améliorations.

1 - Utilisation du C.E.T.

La durée de validité du C.E.T est illimitée.

Les collectivités peuvent prévoir, **par délibération, une compensation financière** au profit de leurs agents en contrepartie de jours inscrits dans leur C.E.T qui peut prendre forme du paiement forfaitaire des jours, ou de la

prise en compte des jours au régime de retraite additionnelle de la fonction publique (RAFP).

Les possibilités d'utilisation des droits épargnés sur le C.E.T ne seront pas les mêmes selon :

- qu'une telle délibération a été prise ou non,
- que l'agent relève du régime spécial (fonctionnaires affiliés à la CNRACL) ou du régime général (fonctionnaires affiliés à l'IRCANTEC ou agents contractuels de droit public).

Si la collectivité **ne prend pas de délibération** autorisant l'indemnisation ou la prise en compte au sein du RAFP des droits épargnés, les jours accumulés sur le C.E.T peuvent uniquement être utilisés sous forme de congés.

Si la collectivité **prend une délibération** autorisant l'indemnisation ou la prise en compte au sein du RAFP des droits épargnés, dans ce cas, l'agent a plusieurs solutions :

- si au 31 décembre, le nombre de jours inscrits sur son C.E.T est ≤ 15 jours, il ne peut utiliser les droits ainsi épargnés que sous forme de congés annuels,
- si ce nombre est > 15 jours (du 16^{ème} au 60^{ème} jour), l'agent ne peut utiliser les 15 premiers jours que sous la forme de congés annuels et doit exercer une option, au plus tard au 31 janvier de l'année suivante, pour les jours dépassant ce seuil, et dans les proportions qu'il souhaite :
 - s'il est fonctionnaire affilié à la CNRACL : l'agent peut opter pour le maintien des jours sur le C.E.T, pour leur utilisation en jours de congés, pour leur indemnisation ou pour la prise en compte au titre du RAFP,
 - s'il est fonctionnaire affilié au régime général de sécurité sociale ou contractuel de droit public : l'agent peut opter, pour le maintien des jours sur le C.E.T., pour leur utilisation en jours de congés ou pour leur indemnisation.

2- Conservation des droits épargnés

Les dispositions relatives à la clôture du CET précisent que celui-ci doit être soldé à la date de radiation des cadres pour le fonctionnaire ou des effectifs pour l'agent contractuel.

Un agent admis à faire valoir ses droits à la retraite, ou toute autre cessation définitive de fonctions, alors qu'il se trouvait en congé de maladie, bénéficiera de l'indemnisation des droits épargnés sur son compte épargne-temps uniquement si l'employeur a adopté une délibération instituant la monétisation du CET au sein de la collectivité. A défaut, ils seront perdus.

Le CET en vigueur dans la commune ne prévoit pas ces différentes possibilités.

Il est proposé d'y remédier en autorisant les nouvelles dispositions proposées, avec effet au 24 septembre 2020.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **Adopte** les nouvelles dispositions présentées afin d'améliorer le dispositif du C.E.T.
- **Dit** que la présente délibération s'applique avec effet au 24 septembre 2020.

15. Container d'équarrissage pour cadavres d'animaux de chasse : convention d'utilisation avec les communes de St-Gilles-Vieux-Marché et de St-Caradec

OBJET : CONTAINER D'ÉQUARRISSAGE POUR ANIMAUX DE CHASSE - CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DES COMMUNES DE ST-GILLES-VIEUX-MARCHE ET ST-CARADEC

Rapporteur : *Monsieur Joseph LE GOFF, Adjoint au Maire*

Note explicative de synthèse :

La commune de Guerlédan a mis en place, en 2019, un container d'équarrissage pour recueillir les cadavres d'animaux de chasse. Il est installé près de la station d'épuration de Pont-Alpin.

Les communes limitrophes de St-Gilles-Vieux-Marché et St-Caradec souhaitent pouvoir utiliser cet équipement pour les besoins de leurs sociétés de chasse communales.

En contrepartie de ce service, une redevance annuelle de 500 € leur serait demandée.

La convention tripartite suivante est proposée :

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE MATÉRIEL

ENTRE

La commune de Guerlédan
représentée par Hervé LE LU, Maire

d'une part,

ET

La commune de St-Gilles-Vieux-Marché,
représentée par Laurent BERTHO, Maire,

la commune de St-Caradec,
représentée par Alain GUILLAUME, Maire,

d'autre part,

Vu la délibération du conseil municipal de Guerlédan du 24 septembre 2020, de St-Gilles-Vieux-Marché (...), St-Caradec (...) sur la mise à disposition d'un container d'équarrissage pour animaux de chasse au profit des communes de St-Gilles-Vieux-Marché et St-Caradec,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La commune de Guerlédan a mis en place un container d'équarrissage pour les animaux de chasse.

Article 1 - Objet de la convention

La commune de Guerlédan met à la disposition des communes de St-Gilles-Vieux-Marché et St-Caradec le matériel suivant :

- container d'équarrissage pour cadavres animaux de chasse.

Article 2 - Responsabilité - Assurance

La commune de Guerlédan, mentionnée à l'article 1 de la présente convention, est seule responsable de son utilisation.

A cet effet, la commune de Guerlédan souscrit une police d'assurance la couvrant contre les risques de vol, d'incendie, dégradations volontaires ou accidentelles, responsabilité civile relative à l'utilisation du matériel objet de la présente convention.

La mise à disposition du matériel implique une renonciation à tout recours à l'encontre de la commune de Guerlédan.

Les frais d'entretien du matériel sont à la charge de la commune de Guerlédan.

Article 3 - Conditions financières

Le matériel est mis à la disposition des communes à titre onéreux.

Une redevance annuelle de 500 € (CINQ CENT EUROS) sera à verser par chaque commune. *Le versement de la redevance est exigible dès réception de la convention signée par les trois parties.*

Article 4 - Durée de la convention

La présente convention est consentie pour une durée d'un an, renouvelable par tacite reconduction.

Article 5 - Résiliation

En cas de non-respect de la présente convention par les communes utilisatrices, la commune de Guerlédan se réserve le droit de la résilier sans délai ni indemnité.

Article 6 - Litige

Les trois parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement, et notamment la médiation ou l'arbitrage, avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec de voies amiables de résolution, tout contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Rennes.

Fait à Guerlédan, le

Pour la commune de Guerlédan,
Marché,
Hervé LE LU, Maire

Pour la commune de St-Gilles-Vieux-
Laurent BERTHO, Maire

Pour la commune de St-Caradec,
Alain GUILLAUME, Maire

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

LE CONSEIL MUNICIPAL

- **Approuve** la convention de mise à disposition proposée.
- **Mandate** le Maire ou son représentant pour signer ladite convention.